MUNICIPALITE DE MOUTIER

VOTATION COMMUNALE
DU 18 MAI 2025

Arrêté du Conseil de Ville relatif à la participation communale au projet de construction d'un chauffage à distance à Moutier (participation dans la société anonyme de gestion ; participation au capital de la société par un engagement de Fr. 2'500'000.—)

L'objet en résumé (extrait du rapport du Conseil municipal au Conseil de Ville, données actualisées selon situation 2025)

1. Introduction

Le 30 juin 2020, le Conseil municipal a constitué la société anonyme « CAD Moutier SA » avec un capital-actions de CHF 150'000.— dont le but est l'établissement du projet d'exécution des travaux de chauffage à distance à Moutier. Cette société bénéficie du soutien du délégué à l'énergie engagé par la Municipalité. Un partenariat a été conclu avec la coopérative EBL spécialiste dans l'implantation de chauffage à distance en Suisse (près de 50 installations).

L'objectif de la Municipalité est de créer une société anonyme, en partenariat avec EBL pour la gestion et le développement du chauffage à distance. Les deux partenaires partagent une même approche de collaboration au sein de ce projet et de la société commune.

L'essor d'un chauffage à distance à Moutier avec une participation de la Municipalité garantit une source de chaleur fiable, régionale et équitable pour les citoyennes et les citoyens.

Un approvisionnement de chaleur à partir de bois régional va dans le sens de la Stratégie énergétique 2050 fixée par la Confédération et contribue à diminuer l'empreinte carbone, tout en augmentant le confort de chauffe des clients, l'attractivité de la Ville et la qualité de vie de tous.

Plus de 1'000 réseaux de chauffage à distance existent en Suisse.[1]

2. Calendrier

2012 : première étude au projet par M. Marco Fernandez, Chef du service des Infrastructures, avis favorable
2015 : étude complémentaire par Planair, avis favorable
2020 : création CAD Moutier SA
2021 : signature d'un contrat de collaboration avec la Coopérative EBL
2023 : validation par le Conseil de Ville
2025 : votation populaire, création de CAD Prévôtois SA
2026/27 : mise à l'enquête

Le début de l'exploitation est prévu pour l'hiver 2029-2030.

3. Contexte actuel

Actuellement, plus de 80% des bâtiments de Moutier sont chauffés au mazout. La plupart des autres bâtiments bénéficient d'une pompe à chaleur, alimentée en électricité. Ces deux ressources sont fortement tributaires de prix devenus très volatils ces dernières années et ont connu des augmentations considérables. Elles sont également liées à l'actualité internationale et soumises à d'éventuelles crises d'approvisionnements.

Un chauffage à distance représente un atout et peut rendre la commune d'autant plus attractive pour de nouveaux habitants. Il s'agit d'un atout pour l'image de la Ville.

Investir dans un réseau de chaleur sera payant à long terme et, abaissant l'empreinte carbone, anticipe notamment les attentes de la Confédération pour atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050 (zéro émission nette). Car celle-ci risque d'imposer à l'avenir des restrictions d'émissions aux communes, par voie réglementaire. En effet, chaque bâtiment raccordé deviendra neutre en émissions de CO2 pour sa chaleur. Ce projet est prédominant dans le cadre de la politique énergétique de la Commune de Moutier, labellisée Cité de l'énergie.

[1] Cf. : https://www.bfe.admin.ch/bfe/fr/home/versorgung/energieeffizienz/fernwaerme.exturl.html/aHR0cHM6Ly9wdWJkYi5iZmUuYWRt%20aW4uY2gvZGUvcHVibGljYX/Rpb24vZG93bmxvYWQvMTA4Nzg=.html

Il est également du devoir d'une collectivité publique de pouvoir proposer de bénéficier d'une énergie non fossile, propre et régionale, tout en abaissant les émissions de fumées et de poussières fines pour les citoyennes et les citoyens (la chaufferie du CAD sera équipée de filtres absorbant les particules fines). De plus, le bois a l'avantage de présenter un bilan carbone neutre.

Cet investissement sécurise également l'approvisionnement énergétique face aux fluctuations internationales et aux prix volatils des autres énergies (mazout, électricité).

Le raccordement des bâtiments permettra aussi aux propriétaires de se libérer du suivi et de l'entretien de leurs installations (ramonage, contrôle brûleur, remplissage et révision de citerne, etc.), de gagner en espace ; les sous-stations de raccordement au CAD étant bien moins volumineuses, sans bruit et sans dégagement de mauvaises odeurs. Les citernes pourront être également, au besoin, évacuées.

Afin de garantir une source de chaleur écologiquement favorable pour ses citoyennes et citoyens, la Municipalité de Moutier propose de prendre une part dans le projet. Une participation à hauteur de 10% est suffisante et permettra, comme inscrit dans la convention d'actionnaires (majorité qualifiée), d'avoir une influence sur les décisions suivantes :

1) L'approbation du plan stratégique et du plan d'investissement de la société et en particulier du plan de déploiement de la construction et l'extension du réseau ;
2) L'approbation des contrats d'approvisionnement en bois et d'autres combustibles ;
3) L'approbation de la délégation de la gestion administrative, technique et commerciale de la société.

Cette participation au capital-actions de la future société « CAD Prévôtois SA », certes limitée, permettra toutefois d'éviter une totale dépendance dans le partenariat public-privé. Il s'agira avant tout d'agir dans une perspective de collaboration, modèle sur lequel les liens se sont construits avec le partenaire durant les deux dernières années qui ont concerné la phase exploratoire.

4. Besoin en clients

Une étude de marché a été effectuée par la coopérative EBL. Pour un projet d'une telle ampleur, 60% de la production (puissance en MW) doivent être contractuellement vendus avant le démarrage, soit 6 MW.

Sur la zone de raccordements prévue, le potentiel de clients se présente comme il suit :

Clients	Puissance	Nbre clients	Nbre objets	Total puissance en MW
A	> 300 kW	5	35	4.80 MW
B	de 100 à 299 kW	17	17	2.35 MW
C	de 50 à 99 kW	19	20	1.10 MW
D	< 50 kW	96	96	1.75 MW
			168	10.00 MW

A ce jour, de nombreux contacts ont été établis et les premiers contrats réceptionnés.

5. Politique de prix

Une ordonnance sur les prix de la chaleur sera fixée. Elle se compose des contributions suivantes :

Contribution de raccordement unique

Montant minimal de Fr. 8'400.— en dessous de 13.3 kW.

- 0 – 25 kW, 632 CHF/kW ;
- 26 – 50 kW, 527 CHF/kW;
- 51 – 300 kW, 421 CHF/kW;
- 301 – 1'000, kW 369 CHF/kW;
- > 1'001 kW, 316 CHF/kW.

Conformément au contrat de fourniture de chaleur, le client paie une contribution unique de raccordement. La contribution au raccordement est calculée individuellement par le fournisseur de chaleur en tenant compte des exigences spécifiques, des conditions locales et de la rentabilité.

La contribution unique au raccordement couvre une partie des frais d'établissement du raccordement ainsi qu'une partie des investissements pour les systèmes (centrale, conduites, etc.).

Le calcul de la contribution aux frais de raccordement se base sur la puissance calorifique nécessaire de l'objet.

Prix de chaleur annuel récurrent

Montant minimal de Fr. 1'565.— en dessous de 7.7 kW.

- 0 – 25 kW, 203.50 CHF/kW;
- 26 – 50 kW, 198.50 CHF/kW;
- 51 – 300 kW, 193 CHF/kW;
- 301 – 1'000 kW, 182.50 CHF/kW;
- > 1'001 kW, 167 CHF/kW.

Le prix de chaleur annuel récurrent se compose du prix de base annuel et du prix de l'énergie pour la chaleur consommée.

Le prix de base couvre en grande partie les coûts d'exploitation fixes, les coûts de capital, les intérêts et l'amortissement des coûts d'investissement.

Le prix de base est fixé en fonction de la puissance de raccordement maximale installée et convenue dans le contrat de fourniture de chaleur. Il est facturé en CHF/an. Il est adapté chaque année à l'indice suisse des prix à la consommation.

Prix de l'énergie

- 10.90 cts/kWh.

Le prix de l'énergie est calculé au moment du raccordement pour l'année de décompte respective.

Le prix de l'énergie couvre en grande partie les coûts des énergies primaires et les charges d'exploitation variables spécifiques. L'énergie est facturée sur la base de la quantité de chaleur prélevée et relevée.

La facturation s'effectue en CHF/kWh. Le prix de l'énergie est adapté chaque année à l'évolution de l'indice suisse des prix à la consommation et aux coûts d'approvisionnement en énergies primaires.

6. Coût total du projet

La réalisation du projet de chauffage à distance est prévue dans le secteur Aux Laives. L'investissement total se monte à CHF 34'040'000. Il se compose des coûts suivants :

Mise à l'enquête	CHF	50'000
Terrain	CHF	420'000
Préparation	CHF	1'040'000
Bâtiment	CHF	2'660'000
Sites d'exploitation	CHF	6'290'000
Investissement de remplacement	CHF	2'160'000
Mise en forme du terrain	CHF	20'000
Frais annexes de construction	CHF	3'410'000
Réseau de chauffage à distance	CHF	16'010'000
Charges de l'avant-projet	CHF	490'000
Réserve 5%	CHF	1'490'000

7. Participation via la constitution d'une nouvelle société

Au terme de la phase d'étude, la société CAD Moutier SA propriété à 100% de la Municipalité de Moutier sera remplacée par une nouvelle société, CAD Prévôtois SA, à constituer et dont l'actionnariat de départ sera détenu par la coopérative EBL et la Municipalité de Moutier.

Le besoin en capital initial pour le lancement du projet est de CHF 25'000'000 et la Commune de Moutier participe à hauteur de 10%. C'est donc le montant de CHF 2'500'000 qu'il s'agira de présenter en votation populaire, par la libération d'un crédit d'engagement. La coopérative EBL détiendra le 90 % des actions de la société. Le solde de CHF 9'000'000 pour atteindre l'investissement total de CHF 34'040'000 sera généré par du cash-flow lors des premières années d'exploitation.

Les deux parties étant animées d'un esprit de partenariat, les droits d'actionnaire de la Ville de Moutier ont été négociés entre les deux partenaires permettant ainsi à la Ville de Moutier de se positionner et d'œuvrer aux destinées de cette société avec un statut renforcé. Cela se traduit par un droit de codécision sur les thèmes stratégiques de la société, dont les décisions à prendre nécessiteront une majorité qualifiée, obligeant ainsi de facto l'accord de la Ville de Moutier, à l'instar d'une forme d'unanimité, mais avec un système d'arbitrage en cas de désaccord persistant (le fonctionnement de la société ne doit pas être durablement bloqué). En bref, toutes les décisions importantes dans la vie de la société sont soumises à cette majorité qualifiée, pour que la position favorable de la Ville de Moutier actionnaire ne puisse être remise en question.

8. Financement de la Municipalité

La part au capital-actions et les apports privés de la Municipalité seront composés par la mise à disposition du terrain Aux Laives ainsi que par les différents frais d'études réalisées jusqu'à ce jour :

Achat terrain	Fr. 324'285.—	4989 m^2 à Fr. 65.—/m^2
Frais viabilisation	Fr. 217'770.—	4989 m^2 à Fr. 43.65/m^2
Etude et frais	Fr. 150'000.—	capital-actions de la société constituée pour l'étude de faisabilité

La Municipalité de Moutier complètera ce montant avec un apport de liquidités de Fr. 1'807'945.—.

A titre d'information, en cas de réalisation du chauffage à distance, la Municipalité de Moutier prévoit de s'engager en tant que client avec le raccordement de 11 bâtiments communaux. L'engagement financier par bâtiment communal se composera de la contribution de raccordement unique ainsi que de l'adaptation des installations internes. Ce projet fera l'objet d'un autre rapport[2].

9. Argumentaire

Pour une Ville comme Moutier et ses citoyennes et citoyens, les avantages du chauffage à distance suivants peuvent être mis en évidence :

Fiabilité des coûts

- Structure de prix stable grâce aux sources d'énergies régionales
- Coûts d'investissement intéressants pour une longue durée de vie
- Les lois (actuelles et futures) sur l'énergie sont respectées sans mesures supplémentaires.

Sécurité énergétique

- Indépendance face aux sources d'énergies importées
- Grande sécurité de fonctionnement et d'approvisionnement.

[2] Lors de sa séance du 29 octobre 2024, le Conseil municipal à donné son accord de principe quant à un raccordement de bâtiments communaux au chauffage à distance (CAD), après avoir notamment pris connaissance des conclusions de l'étude comparative menée par le bureau d'ingénieurs ECE SA de Moutier.

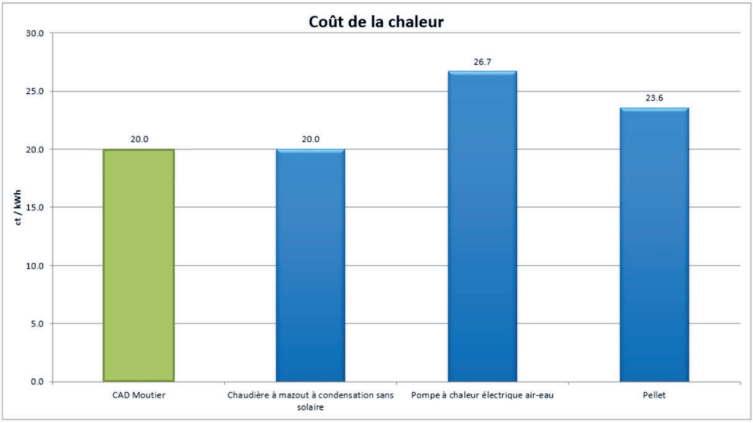
Augmentation du confort

- L'espace libéré peut être utilisé à d'autres fins
- Pas de frais supplémentaires pour les travaux d'entretien (ramonage, révisions bruleurs et citernes)
- Plus d'odeurs ni de bruit
- Approvisionnement de la chaleur garanti
- Service de piquet 7/24h
- Manipulation simple - réglage de la température souhaitée.

Bénéfice pour l'environnement

- Réduction très importante de la production de CO2 pour la chaleur des bâtiments
- Utilisation de sources d'énergie régionales et renouvelables
- Abaissement et concentration des fumées hors du centre-ville (filtres absorbant les particules fines)

Coût de la chaleur – par exemple pour une maison familiale



Le coût de la chaleur du CAD Moutier ci-dessus se compose du prix de chaleur annuel récurrent et du prix de l'énergie.

Coût de la chaleur, bilan énergétique – par exemple pour un bâtiment scolaire (selon chiffres de septembre 2023)

Exemple de calcul pour 180kW, 338 MWh/an

	CAD Moutier	Chaudière à mazout à condensation sans solaire*	Pompe à chaleur électrique air-eau	Pellet
Investissement [CHF] (éventuelles subventions déduites)	76 000	87 127	139 281	235 665
Intérêt amortissement annuel [CHF]	5 592	6 411	10 249	17 341
Coûts variable exploitation [CHF]	32 617	52 230	57 602	50 700
Coûts fixe exploitation[CHF]	34 780	2 614	4 178	7 070
Produit électricité [CHF]	0	0	0	0
Bilan annuel [CHF]	72 989	61 255	72 029	75 111
Coût de la chaleur [ct/kWh$_{th}$]	18.8	15.8	18.5	19.3
Emissions de CO2 [t/an]	5.0	124.8	86.4	5.8

* selon nouvelle législation n'est plus possible -16%

10. Conclusion politique

Même si le coût du projet peut sembler onéreux de prime abord, il convient de le placer dans le contexte géopolitique actuel. En effet, il n'est pas inutile de rappeler que la guerre en Ukraine n'a pas seulement produit une instabilité énergétique de grande ampleur (livraison de gaz notamment et augmentation des coûts généraux en lien avec la consommation d'énergie) mais elle a également généré une flambée des prix des matériaux divers qui composent notamment la construction d'un chauffage à distance. Nul doute que les concepteurs du projet CAD à Moutier ont réfléchi les coûts de façon qu'ils soient le plus contenus possible, dans ce contexte si particulier.

Cependant, il n'est pas possible de faire l'impasse sur la crise climatique qui s'accentue d'année en année. Notre collectivité doit s'affranchir de la dépendance face aux énergies fossiles et montrer qu'elle met tout en œuvre pour réduire son empreinte carbone sur le territoire communal. Avec le CAD, un grand pas sera franchi en ce sens et la Municipalité suivra ainsi le pas de nombreuses communes qui, avant elle, ont développé un CAD à satisfaction des usagers.

Ensuite, avec le CAD il y aura un retour à la sécurité d'approvisionnement et des coûts de consommation énergétique y relatifs sur le long terme, en fonction des conditions contractuelles appliquées. Ainsi, ménages privés, industries et collectivités publiques ne seront plus soumis à la volatilité des prix telle que gaz et pétrole la connaissent.

Enfin l'objectif politique par cette mise en œuvre reste la distribution de chaleur à partir d'un combustible neutre en carbone. Ceci s'applique au processus écologique dans lequel la Municipalité souhaite s'inscrire car elle conçoit qu'il n'est plus possible d'échapper à la crise climatique, sans fournir de considérables efforts.

La distribution de chaleur, quant à elle, doit être considérée comme un bien de première nécessité. Ainsi, il est indispensable pour une collectivité publique de bénéficier d'un droit de regard communal. En la circonstance il n'est pas envisageable de privatiser à tout prix. La Municipalité doit garder une implication dans la gestion, la maintenance et l'organisation de la future centrale de chauffe.

Le partenariat public-privé, via l'actionnariat prévu, visera aussi souvent que possible à respecter cette formule.

Au nom du Conseil municipal

Le Président :	Le Chancelier :
M. Winistoerfer	**C. Vaquin**

Le Règlement d'organisation de la Commune municipale de Moutier, accepté par le Corps électoral le 30 juin 2002, est entré en vigueur le 1er janvier 2003.

L'article 28, qui traite des votations, stipule que :

« Le Corps électoral vote :

…

d) les dépenses uniques supérieures à 1'000'000 francs ;

… »

Arrêté du Conseil de Ville

Le Conseil de Ville de la Commune municipale de Moutier

- vu l' article 28 lettre d) du Règlement d'organisation de la Commune municipale de Moutier ;
- sur préavis favorable de la Commission technique ;
- sur préavis favorable de la Commission des finances ;
- sur proposition du Conseil municipal ;

a r r ê t e :

Art. 1 :
Le vote d'un crédit d'engagement de Fr. 2'500'000.—, destiné à la participation au capital de la société anonyme de gestion d'un chauffage à distance, est recommandé favorablement au Corps électoral.

Art. 2 :
Le Conseil municipal est chargé d'organiser la votation aux urnes.

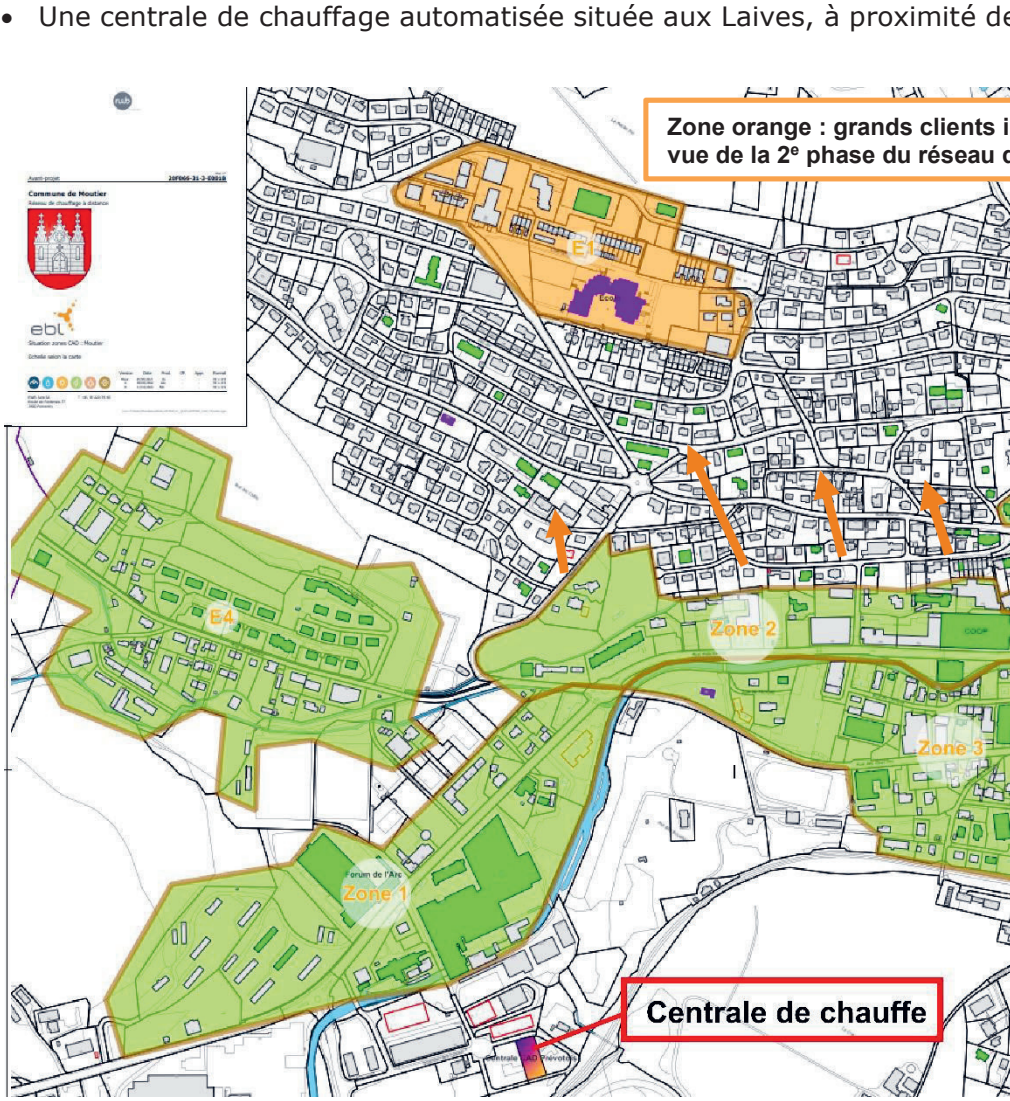
Moutier, le 30 octobre 2023

Au nom du Conseil de Ville
Le Président : L'Adjointe au Chancelier :

J. Berthold **V. Simonin**

Plan 1ère phase du réseau et situation centrale

- Une première phase de développement du réseau qui sera suivie par d'a
- Une centrale de chauffage automatisée située aux Laives, à proximité de



autres zones ralliées par la suite (densification) ;
e l'autoroute.

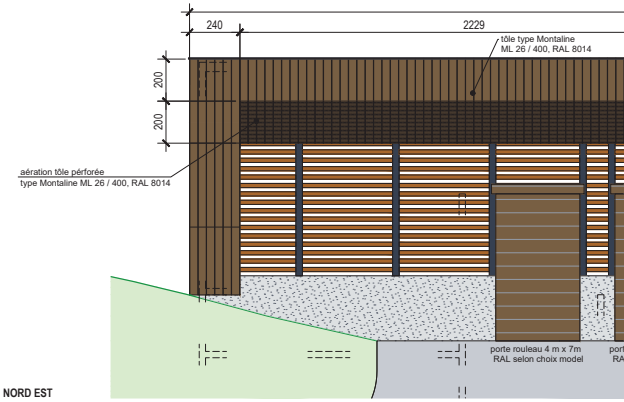


Plan façades de la centrale de chauffe

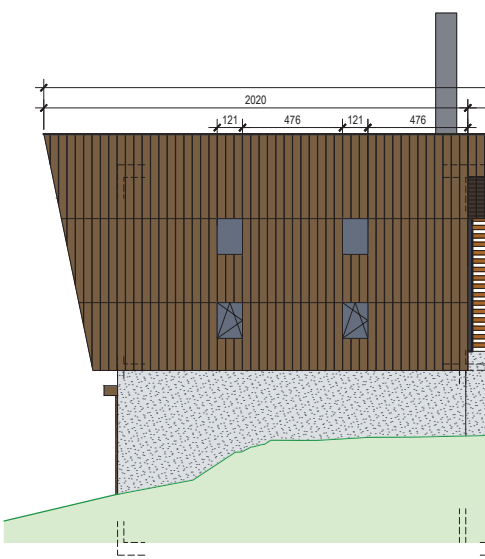
- Une centrale de chauffe construite de façon harmonieuse, économique e



TÔLE TYPE MONTALINE ML 26 / 400, RAL 8014 (JOINTS LARGES)



NORD EST



SUD OUEST

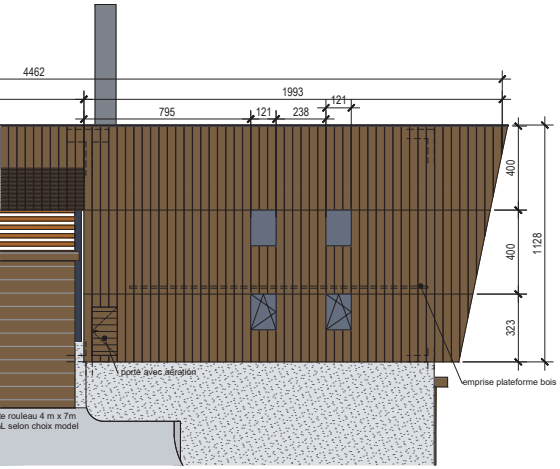
MAÎTRE DE L'OUVRAGE
CAD Moutier SA
Rue de l'Hôtel-de-Ville 1
2740 Moutier

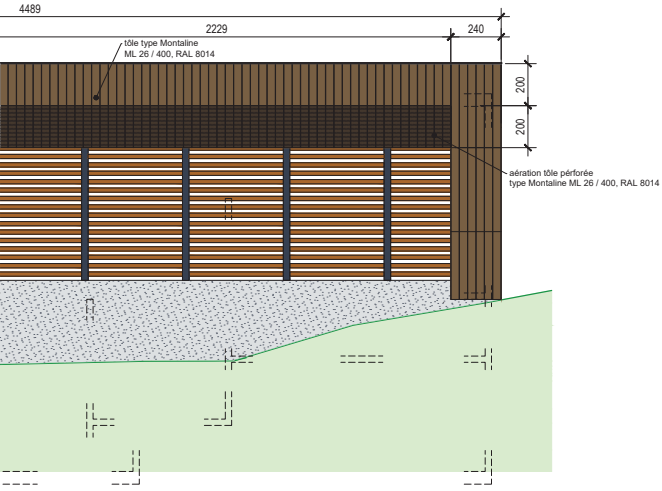
PROJET
CAD Moutier
Rue de l'Hôtel-de-Ville 1, 2740 Moutier

SIRONI&ASSOCIÉS SA
ARCHITECTES+EXPERTS DIPL. | PORRENTRUY
ADRESSE
Auguste-Cuenin 8 / CP 1632
CH-2900 Porrentruy
CONTACT
Tél. +41 32 465 11 90
www.sironi.ch / info@sironi.ch

CRÉÉ	25.04.2023
INDICE / DATE	ind02 / 2023-
PHASE	4.31 AVANT P
DWG	F4.31-01_Faç
PDF	F4.31-01-01_
ONGLET	01-façades ne
FORMAT	A3
DESSIN / VISA	AF/ CF
ref. info. :	K:\01_MANDATS

et durable.





DÉNOMINATION PLAN
FAÇADES NORD - EST / SUD - OUEST
Ech. 1:200

N° MANDAT
1415.0
N° PLAN F4.31- 01

05-23
ROJET
ades_ind02_1415.0.dwg
Façades Nord - Est / Sud - Ouest_ind02_1415.0_2023-05-23.pdf
-so

m 0 2 4

PRODUCTIFS\1415.0 Centrale de chauffe - Moutier\05 DESSIN - DAO\1000-1999 Avant-projet\F4.31-01_Façades_ind02_1415.0.dwg_----

Conseil de Ville du 30 octobre 2023 – Résumé des débats

Le présent objet a été débattu au cours de la séance du Conseil de Ville du 30 octobre 2023.

L'entrée en matière a été acceptée tacitement. Au vote final, l'arrêté a été accepté par 29 voix contre 8 et 1 abstention.

Les questions suivantes ont été formulées lors du débat au Conseil de Ville :

- **Quel est le nombre de contrats signés actuellement et quel pourcentage total cela représente-t-il ? Quelle puissance ?** Au 30 octobre 2023, il y a treize demandes de contrat, qui représentent 170 kilowatts. La prospection pour de nouveaux contrats se poursuit. Tous les grands consommateurs ont reçu une offre. La prospection continue mais il faut encore compter 12 à 18 mois pour gagner de nouveaux clients qui sont indispensables au projet.

- **Quel sera le retour sur investissement pour la commune et pour EBL ?** Le projet de lancement est devisé à 25 millions, mais cela représente un projet global total de 34 millions. Le cash flow généré lors des premières années d'exploitation doit permettre de financer le complément de 9 millions. Dès l'instant où l'infrastructure fonctionnera, s'il y a du bénéfice, celui-ci sera réparti à parts égales du capital-actions injecté par chacune des parties, c'est-à-dire 90 % EBL et 10 % pour la commune.

- **Est-il prévu de profiter de l'ouverture de la route pour d'autres chantiers (ex. rénovation de conduites d'eau, d'électricité, fibre optique) ?** S'agissant de la coordination du chantier, lors de l'ouverture de la route pour l'installation des conduites, celle-ci sera réalisée de concert avec les services communaux concernés, qui ont déjà planifié certaines sommes pour la réalisation de travaux.

- **Appel d'offres pour le projet ?** Il y a bien eu des appels d'offres pour les grandes réalisations techniques (ex. installation des chaudières, etc.) et il y en aura encore.

- **Est-ce qu'il est prévu un chauffage d'appoint en cas de panne ou en cas d'entretien ?** Il y aura une chaudière alimentée au mazout au départ pour lancer l'infrastructure.

- **Est-ce qu'il ne serait pas souhaitable que la commune ne soit pas la partie la plus prenante dans le départ de ce projet ?** Les bâtiments communaux font partie du projet et représentent 1.2 mégawatt. Pour EBL, si la commune ne fait pas partie du projet, il est très difficile pour elle de convaincre les autres clients potentiels. La société a l'habitude de travailler avec les communes. Il est courant que les bâtiments communaux qui se trouvent dans le périmètre soient raccordés au chauffage à distance.

- **Est-ce que la topologie de Moutier permettra la construction de ce réseau également vers les quartiers les plus éloignés ? Et à quel coût ?** La topologie n'est pas un problème pour EBL. Dans un premier temps, il faut raccorder les grands bâtiments mais il est toujours possible de raccorder des quartiers avec des maisons individuelles dans le cas où plusieurs clients potentiels souhaitent se raccorder ensemble. Pour EBL ce n'est pas une question de topologie mais une question de

nombre de clients, de puissance et d'investissements nécessaires ainsi que du nombre de mètres de conduites.

- **Signification des frais annexes de construction mentionnés dans le rapport à 3 millions ?** Il s'agit de frais d'ingénierie dont la part est de 10 % par rapport au projet de 34 millions. C'est un calcul standard qui est réalisé pour l'ensemble du projet.

- **Si les 60 % de raccordements ne sont pas atteints, que se passe-t-il ? Le projet tombe-t-il à l'eau ? Car un investissement de Fr. 700'000.— a déjà été consenti.** Un seuil d'environ 6 mégawatts est nécessaire pour prendre la décision de réalisation. Le crédit d'engagement à voter est lié à la réalisation du projet pour autant que la masse critique soit atteinte. Cela signifie que si la masse de 60 % de la chaleur développée par la centrale n'est pas trouvée, les 2.5 millions ne seront pas engagés. Les Fr. 700'000.— engagés concernent l'achat du terrain aux Laives, les frais de viabilisation et le capital-actions de la société détenue actuellement par la commune. Si le projet du chauffage à distance ne devait pas aboutir, le terrain pourrait être mis en vente (terrain industriels). Seul le capital-actions de la société anonyme CAD Moutier SA de Fr. 150'000.— serait « perdu ».

- **A l'heure actuelle a-t-on des bâtiments communaux avec des chaudières qui arrivent en fin de vie ou qui n'ont pas été changées récemment ?** La plupart des chaudières doivent être changées. La commune en a une très récente qui pourrait faire l'objet d'un déplacement dans un autre lieu pour un autre usage.

- **Est-ce que les 2.5 millions que la commune devrait engager sont pris en compte dans la planification financière ? Si oui, quelle sera la charge annuelle d'amortissement et d'intérêts qui sera reportée sur le budget de fonctionnement ?** Il n'y aura pas d'amortissement sur les 1.8 million de cash. Il y aura uniquement des intérêts qui sont déjà comptabilisés dans la planification financière.

- **Investissement de Fr. 2.5 millions uniquement pour chauffer des bâtiments communaux et les grandes industries de Moutier ? Investissement pour des quartiers mais pas pour des villas indépendantes ?** Les immeubles figurant dans la zone pourront se raccorder au chauffage à distance, de même que les villas qui se trouveront à côté. Elles pourront profiter des extensions pour s'y raccorder par la suite.

- **Quel est l'intérêt des entreprises démarchées par rapport à ce projet et qui auraient déjà répondu par la négative ?** Des contacts ont eu lieu avec les grands consommateurs. EBL a de l'expérience, soit plus de 50 réalisations à travers la Suisse. L'entreprise connaît le démarchage et les réponses négatives qui ont pu être entendues ne sont pas définitives. EBL va encore prospecter.

Les citoyennes et les citoyens ont la possibilité de prendre connaissance des débats en consultant le site internet de la Municipalité de Moutier (www.moutier.ch) ou à la Chancellerie municipale, pendant les heures d'ouverture des guichets. Le procès-verbal N° 388 du 30 octobre 2023, pages 4 à 21, est à disposition.

Chères concitoyennes,
Chers concitoyens,

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil de Ville de la commune municipale de Moutier vous recommande d'accepter la participation communale au projet de construction d'un chauffage à distance à Moutier (participation dans la société anonyme de gestion ; participation au capital de la société par un engagement de Fr. 2'500'000.—).

Au nom du Conseil de Ville

Le Président :	L'Adjointe au Chancelier :
B. Marchand	**V. Simonin**